

# L'opposition de droite pourrait revenir au pouvoir à la faveur des élections législatives norvégiennes

Corinne Deloy

Analyse

3,5 millions de Norvégiens renouvelleront le Parlement le 9 septembre prochain (les municipalités qui le souhaitent peuvent ouvrir les bureaux de vote dès le 8). L'heure de l'alternance pourrait bien sonner dans ce pays qui semble peu affecté par la crise économique internationale. Oslo possède en effet d'immenses ressources naturelles que l'Etat gère de façon scrupuleuse et les Norvégiens possèdent l'un des plus généreux modèles sociaux au monde. Le pays a cependant été fortement ébranlé par les attentats terroristes perpétrés par Anders Behring Breivik le 22 juillet 2011.

A quelques semaines des élections législatives, l'opposition de droite emmenée par Erna Solberg (Parti conservateur, H) semble bien partie pour revenir au pouvoir après huit années d'un gouvernement dirigé par les travaillistes. En poste depuis 2005, le Premier ministre sortant Jens Stoltenberg (Parti travailliste, DNA) concourt pour un troisième mandat. Sa victoire constituerait une première dans l'histoire norvégienne.

Le vote par anticipation a débuté le 10 août dernier et durera jusqu'au 6 septembre. 10 débats télévisés sont prévus entre le 7 août et le 8 septembre prochain dont 5 duels entre le Premier ministre sortant Jens Stoltenberg et la dirigeante de l'opposition Erna Solberg.

## 1 – UN PARADIS MENACÉ ?

### a) La situation politique

La Norvège est une société très homogène articulée autour d'un principe d'égalité (*likhet*), compris comme une similitude des citoyens et l'adhésion de tous à une identité culturelle spécifique. « *Longtemps dans le pays, la survie est passée par le groupe, qui se devait donc d'être uni. Pour réussir, il faut toujours montrer que vous êtes comme les autres. La Norvège est un petit pays, le contrôle social y est très fort, la transparence est donc inévitable, l'individu existe donc difficilement* » analyse Knut Heidar, politologue. L'Etat-providence constitue le socle du pays : la politique de redistribution a pour but de lutter contre les inégalités existant entre les citoyens et donc de réduire les différences. « *Les Norvégiens ont longtemps dû se battre non pas contre des ennemis mais contre une nature hostile. Ainsi, il s'agissait davantage de se serrer les coudes bien plus que de se combattre* » écrit André Grjebine, directeur de recherche au CERI-Sciences Po. Le principe d'égalité (décrit par la loi de Jante (Janteloven) édictée par l'écrivain dano-norvégien Aksel Sandemose en 1933 dans son roman *Un réfugié dépasse*

*ses limites (En flygtning krydser sit spor)*) se combine à un principe de liberté individuelle qui s'explique par l'autonomie de la paysannerie norvégienne, longtemps composée de petits exploitants qui jouissaient de nombreuses libertés.

Marie Demker, professeur de science politique à l'université de Göteborg, décrit la Norvège comme un pays divisé entre la classe ouvrière (divisée entre un groupe radical/révolutionnaire et un groupe modéré/réformiste) et la bourgeoisie (divisée entre agrariens, conservateurs et libéraux). La Norvège politique s'est structurée autour de 6 partis, tous favorables au modèle de l'Etat-providence et entre lesquels les différences idéologiques étaient faibles. Après une longue période de stabilité, le pays a, dans les années 1970, connu une érosion électorale à l'instar de tous les autres Etats européens. L'ancrage des partis politiques au sein de l'électorat a faibli et de nouveaux partis, comme le Parti du progrès (FrP), critique de l'Etat-providence et dénonçant la politique de hausse de la fiscalité des différents gouvernements, sont apparus entraînant une nouvelle distribution des votes et modifiant la façon de gouverner des partis traditionnels. Le système partisan norvégien s'est polarisé ; les « petits » partis du centre

perdant des électeurs lors de chaque scrutin national. Le Parti travailliste demeure le premier parti politique du pays mais Oslo a connu par le passé de nombreux gouvernements minoritaires, le Parlement norvégien possédant la particularité de ne pouvoir être dissous. Par trois fois dans l'histoire, la désunion de la coalition gouvernementale a entraîné la démission du gouvernement en place, celui-ci a alors été remplacé par un gouvernement minoritaire. La coalition gouvernementale sortante, dirigée par Jens Stoltenberg, rassemble le Parti travailliste (DNA), le Parti du centre (Sp) et le Parti socialiste de gauche (SV).

Le 22 juillet 2011, la Norvège a été fortement ébranlée par les attentats perpétrés par Anders Behring Breivik, qui ont fait au total 77 morts et 151 blessés. Le Norvégien a fait exploser une bombe en plein centre d'Oslo qui a en partie détruit un bâtiment du gouvernement avant de se rendre sur l'île d'Utoya où il a assassiné 69 personnes qui participaient à un camp organisé par la Ligue des jeunes du Parti travailliste. Il a justifié ses actes par sa volonté de lutter contre l'islam et le multiculturalisme. Le jour même, il a diffusé sur Internet un manifeste de 1 518 pages dans lequel il défend une idéologie ultranationaliste et intégriste chrétienne. Le jeune homme avait rejoint le parti populiste, le Parti du progrès, en 1999 avant d'en être radié 7 ans plus tard. Entre 2002 et 2004, il avait été responsable du mouvement de jeunesse du parti dans sa ville.

Ces attentats sont la catastrophe la plus meurtrière que la Norvège ait connue depuis la Seconde Guerre mondiale. Le 24 août 2012, Anders Breivik a été reconnu responsable de ses actes et condamné à la peine maximale en Norvège, soit 21 ans de prison (avec possibilité d'extension).

Dès le mois d'août 2012, une commission indépendante a conclu que les attentats auraient pu être évités et le terroriste arrêté plus tôt si le gouvernement avait appliqué les mesures de sécurité qui avaient été entérinées. Plusieurs années plus tôt, il avait ainsi été décidé de fermer à toute circulation la rue Grubbegata, qui longe le bâtiment du gouvernement.

En mars 2013, un rapport parlementaire sur la lutte contre le terrorisme a préconisé la création d'un centre opérationnel de gestion des situations d'urgence ainsi que le renforcement du nombre et de l'entraînement

des patrouilles de police. Dans cet îlot de tranquillité que constitue la Norvège (31 meurtres pour 4,7 millions d'habitants en 2010), les policiers ne sont pas armés. Au total, une enveloppe exceptionnelle de 109 millions de couronnes a été votée pour répondre aux critiques adressées au gouvernement. Le 5 mars dernier, le Parlement norvégien a adopté à l'unanimité un texte critiquant l'attitude des autorités dans les attentats du 22 juillet 2011 : « *Le Storting (parlement) juge critiquable qu'avant et pendant les attaques, les autorités n'aient pas mis en œuvre les mesures de sécurité et d'intervention qui auraient pu faire obstacle aux attaques terroristes et protéger les personnes présentes au siège du gouvernement et sur l'île d'Utoya* ».

Les Norvégiens ont bien compris que l'un des leurs avait voulu détruire le modèle norvégien. Anders Breivik a déclaré avoir voulu également assassiner Gro Harlem Brundtland, ancienne Première ministre (1981-1989 et 1990-1996), considérée en Norvège comme la mère de la nation. Celle-ci était présente à Utoya où elle avait prononcé un discours devant les jeunes travaillistes quelques heures avant l'arrivée du terroriste. 27 survivants du massacre d'Utoya sont candidats aux élections législatives du 9 septembre, 3 sont en position éligible.

« *La Norvège passe pour être un modèle de société tolérante et consensuelle. Le revers de la médaille, c'est que le conformisme ambiant empêche d'y faire entendre un son de cloche différent. Le phénomène Breivik était imprévisible mais il est évident que dans ce pays réputé tranquille et pacifique les tensions s'expriment avec d'autant plus de force qu'elles ont été longtemps contenues* » analyse André Grjebine.

#### b) La situation socio-économique

Peuplée par près de 5 millions de personnes et affichant un PIB par habitant de 41 416 € (chiffres du FMI de 2012), la Norvège est le quatrième pays le plus riche au monde. Les statistiques macroéconomiques nationales sont au beau fixe : croissance du PIB de 3,5% l'an passé (3% prévus cette année), taux de chômage de 3,4% (chiffre de mai 2013) et revenu mensuel moyen annuel s'établissant à 42 160 €. Depuis 2000, ce dernier a littéralement explosé : + 63%. Il est supérieur de 60% à la moyenne européenne.

L'explication de ce miracle réside en partie dans les réserves naturelles d'hydrocarbures que possède Oslo, qui est le 7e exportateur de pétrole au monde et le 1er fournisseur de pétrole et de gaz d'Europe occidentale. La Norvège possède le fonds souverain le plus important au monde (environ 550 milliards €) qui se divise en deux parties : le Government Pension Fund-Norway, qui investit dans les entreprises locales et soutient l'économie nationale, et le Government Pension Fund-Global, qui investit dans de nombreuses entreprises sur les marchés financiers internationaux selon de sévères principes éthiques qui prescrivent par exemple l'exclusion des entreprises violant les droits de l'environnement ou liées à la production ou la vente des armes et du tabac ou encore faisant travailler des enfants. Ce fonds souverain constitue une réserve pour les futurs besoins du pays.

La règle des 4% (*handlingsregelen*) interdit au gouvernement en exercice de puiser plus de 4% par an de la valeur du fonds. La coalition sortante dirigée par Jens Stoltenberg a rejeté dans le passé un projet de loi qui prévoyait d'abaisser ce plafond à 3%. Au total, seuls 11% du budget des dépenses publiques s'appuient sur l'argent des hydrocarbures.

Une commission a été créée le 9 août dernier pour réfléchir aux placements existants et aux façons d'améliorer leur productivité. Depuis 1998, le rendement annuel du fonds souverain a été de 3,17%, soit au-dessous de l'objectif de 4% fixé par le Parlement.

L'économie norvégienne est dopée par la vigueur du secteur pétrolier et parapétrolier. Sa bonne santé favorise en effet les hausses de salaires et la baisse du temps de travail, ce qui in fine conduit à une perte de compétitivité. Le taux d'emploi du pays (61%) est très faible. La forte augmentation des salaires et la chute du nombre d'heures travaillées (- 270 heures par an depuis 1974) ont conduit les entreprises norvégiennes à augmenter leurs prix pour compenser ces deux phénomènes. Le gouvernement a d'ailleurs menacé de puiser dans les réserves du fonds souverain si la productivité n'augmentait pas de 10%.

Le FMI a mis Oslo en garde ; le pays doit faire face à quatre défis majeurs : la hausse du chômage ; le risque d'une chute de la croissance dans les deux principaux secteurs économiques du pays (le pétrole et

l'immobilier – le prix de l'achat d'un appartement a plus que doublé à Oslo depuis 2000) ; la hausse des salaires, tirés par le secteur pétrolier qui met à mal la compétitivité des autres industries et enfin le poids des dépenses publiques, notamment celles liées au vieillissement de la population. La Norvège a d'ores et déjà fait appel à l'immigration pour pourvoir certains postes mais celle-ci est insuffisante à combler le manque de personnel. Selon les analystes économiques, environ 6 000 postes d'ingénieurs pourraient rester vacants en 2016.

La stabilité politique et économique a toujours été le grand atout du pays et lui a de tous temps permis d'attirer les investisseurs étrangers. Mais Oslo reste très dépendante de l'économie mondiale et pâtit de la crise de la dette dans l'Union européenne. « *La Norvège ne peut s'isoler de ce qui se passe à l'extérieur. La meilleure option est de garder notre maison en ordre. Je suis d'accord avec le FMI qu'il nous faut dépenser avec prudence les revenus du pétrole pour aider les secteurs exposés de l'économie* » a déclaré le ministre des Finances, Sigbjorn Johnsen (DNA).

En 2013, selon la loi de Finances votée le 7 mai dernier, le gouvernement devrait utiliser 3,3% du fonds souverain. Mais le pays doit diversifier ses activités économiques pour réduire sa dépendance aux ressources naturelles qui sont d'ailleurs en baisse : l'épuisement des gisements de la mer du Nord fera tomber cette année la production de pétrole à son plus bas niveau depuis 25 ans. Le 21 avril dernier, les travaillistes ont donné leur feu vert à la réalisation d'une étude sur l'impact de l'ouverture de forages pétroliers au large des îles (protégées) Lofoten, Vesteraalen et Senja, situées à 200 km au nord du cercle Arctique.

L'ensemble des « grands » partis politiques sont favorables à l'exploitation pétrolière sur les îles Lofoten (« *Vous ne pouvez pas allumer ou éteindre l'industrie du pétrole. Elle a besoin d'accès stable à de nouvelles régions. Nous pensons qu'il est possible de combiner les intérêts des pétroliers et des pêcheurs* » a déclaré la dirigeante du Parti conservateur, Erna Solberg) tandis que les « petits » y sont opposés. Ils affirment que l'activité pétrolière nuirait aux pêcheries de la région et menacerait plusieurs milliers emplois et que le pétrole et les déversements chimiques pourraient abîmer les

stocks de poissons (les îles Lofoten possèdent le plus important stock de morue au monde). En outre, les opposants au projet de forage mettent en avant que les conditions de travail dans les eaux arctiques sont difficiles et coûteuses. Enfin, les îles Lofoten sont des récifs uniques qui attirent chaque année de nombreux touristes. L'exploitation pétrolière menacerait par conséquent aussi de nombreux emplois dans ce secteur.

Mais le principal reproche que font les Norvégiens à leur gouvernement concerne la faiblesse des investissements publics. En effet, le pays a beau être riche, cela ne se voit pas toujours dans ses infrastructures ni dans ses services publics. Nombreux sont les citoyens qui estiment que les autorités n'ont pas suffisamment investi dans le pays et qui se plaignent de la mauvaise qualité des routes, du mauvais fonctionnement du système ferroviaire, du temps nécessaire pour avoir accès aux soins comme du manque d'investissement dans les écoles et les universités.

## 2 – L'HEURE DE LA DROITE A-T-ELLE SONNÉ ?

« Une chance pour tous », « De nouvelles idées, de meilleures solutions », tels sont deux des slogans du principal parti d'opposition norvégien. Au cours des dernières années, le Parti conservateur s'est recentré et Erna Solberg a bataillé pour moderniser son parti qui propose de réformer le pays, et notamment au niveau fiscal, tout en maintenant la rigueur budgétaire sans sacrifier le modèle social norvégien. Les conservateurs sont également favorables à l'Union européenne même si leur dirigeante a indiqué qu'elle n'organiserait pas de nouveau référendum sur ce sujet si elle devient Premier ministre. Il font campagne en dénonçant le mauvais état du service public de santé et d'éducation. Ils souhaitent développer les crèches et les écoles privées mais affirment ne pas vouloir privatiser le système de santé. Ils soutiennent cependant que les patients doivent pouvoir choisir entre public et privé. En matière d'infrastructures, ils veulent développer les transports publics et se prononcent pour la construction d'un train à grande vitesse dans la région d'Oslo (pour relier Lillehammer à Halden et à Skien) et de nouvelles routes par un financement alliant public et privé. « Nous investissons trop peu dans la recherche,

le développement, les infrastructures et toutes les choses dont nous avons besoin économiquement » a indiqué Erna Solberg qui a mis en garde contre le fait de trop se reposer sur l'industrie des hydrocarbures. L'opposition songe à diviser le Government Pension Fund-Global en plusieurs fonds différents qui pourraient investir dans les infrastructures du pays. Jan Tore Sanner, leader du groupe parlementaire du Parti conservateur et porte-parole pour les finances, l'a suggéré dans un entretien au quotidien britannique *The Financial Times* le 30 juin dernier.

Erna Solberg a exprimé une opinion similaire. « Nous sommes un parti qui croit à la compétition. Si vous alignez plusieurs coureurs, vous aurez plus de compétition et cela permettra de voir qui obtient les meilleurs résultats » a-t-elle déclaré. La structure du fonds souverain a été créée en 1996 et n'a quasiment pas changé depuis cette date (les investissements sur les marchés émergents ont débuté en 2000 et dans l'immobilier en 2011). Le Parti conservateur propose également de réduire à 51% la participation de l'Etat dans Statoil, plus grande compagnie d'énergie du pays. Il est favorable à des baisses d'impôts (à hauteur de 25 milliards de couronnes, soit 3,17 milliards €) et à l'allègement du poids pesant sur les entreprises; il souhaite réduire ou supprimer les taxes controversées sur le patrimoine des entreprises, qui découragent la propriété et l'épargne et nuisent à la compétitivité, et celles sur l'héritage, considérées comme injustes.

Les conservateurs proposent de réduire la taxe sur la richesse pour protéger les petites entreprises et les propriétaires de leur logement : ils souhaitent élever le seuil à partir duquel on devient éligible à cet impôt à 25 millions de couronnes (870 000 couronnes actuellement). Avec ce nouveau seuil, la quasi-totalité des contribuables actuels (99%) en seraient exonérés. Le parti d'Erna Solberg veut également permettre aux Norvégiens adhérents à un syndicat (soit 54,6% de la population en 2011 selon les chiffres de l'OCDE) de défrayer leur frais d'adhésion de leurs impôts. Il est en faveur d'une politique européenne plus active et de la modification de la politique de développement international dont il veut diminuer le nombre de pays bénéficiaires, notamment en mettant l'accent sur le respect des droits de l'Homme.

Enfin, les conservateurs veulent rendre l'embauche de

travailleurs temporaires plus aisée et favoriser la fusion de municipalités afin de réduire la bureaucratie et d'améliorer l'efficacité de l'administration norvégienne.

En cas de victoire des forces de droite le 9 septembre prochain, Svein Tore Marthinsen, politologue, voit 3 coalitions possibles : la première rassemblant le Parti conservateur, le Parti du progrès, le Parti chrétien-populaire (KrF) et le Parti libéral (V) ; une deuxième unissant le Parti conservateur et le Parti du progrès ou un gouvernement formé par les seuls conservateurs. La dernière possibilité est la moins crédible. Beaucoup d'analystes pensent que le Parti conservateur et le Parti du progrès n'obtiendront pas à eux seuls la majorité. Erna Solberg a exprimé son souhait de former un gouvernement avec l'ensemble des forces de droite. « *Je préfère une coalition de 4 partis, je préfère diriger un gouvernement qui dispose d'une majorité au parlement* » a-t-elle déclaré. Les chrétiens-populaires et les libéraux demeurent cependant réticents face à la possibilité d'une alliance avec la formation populiste. Le 12 août dernier, le dirigeant du Parti chrétien-populaire, Knut Arild Hareide, a indiqué que, selon lui, un gouvernement unissant les conservateurs au seul Parti du progrès serait « pire » que le gouvernement sortant.

La préférence des chrétiens-populaires, divisés entre une aile libérale et une aile plus conservatrice, va à une coalition avec les seuls conservateurs et libéraux. Pour son leader, le Parti chrétien-populaire est, sur de nombreux enjeux, trop éloigné du Parti du progrès pour gouverner avec les populistes. Cependant, selon l'ancien Premier ministre chrétien-populaire (1997-2000 et 2001-2005) Kjell Magne Bondevik, la chose la plus importante est d'influer sur la politique menée même si cela signifie partager le pouvoir avec le Parti du progrès.

Comme à leur habitude, les chrétiens-populaires font campagne sur la défense des valeurs familiales. Ils souhaitent un aménagement du temps de travail des parents et demandent par exemple que les parents d'enfants de moins de 3 ans puissent rester à la maison un jour par semaines. Ils se battent également pour la préservation du système de santé et la réduction des exploitations de pétrole et de gaz.

### 3-LEPARTITRAVAILLISTE,VICTIMEDEL'USURE

#### DU POUVOIR ?

Félicité pour sa gestion de crise après les attentats du 22 juillet 2011, Jens Stoltenberg est cependant devenu au fil des mois de plus en plus impopulaire dans les enquêtes d'opinion. Le Premier ministre sortant s'est vu reprocher son inefficacité avant un massacre qui, selon un rapport parlementaire, aurait pu en partie être évité ; il a également été cité dans plusieurs affaires et fait plusieurs gaffes. Les deux autres partis du gouvernement – le Parti du centre et le Parti socialiste de gauche – ont subi le même sort en chutant dans les sondages, ce qui a provoqué des tensions entre les 3 partis de la coalition gouvernementale.

Le gouvernement sortant se voit surtout reprocher l'état des infrastructures, notamment en matière de transports (lenteur dans la construction des routes et des lignes de chemin de fer) et dans le secteur de la santé (faibles avancées dans la refonte du secteur hospitalier), mais aussi la hausse des taxes sur les produits d'importations comme la viande ou le fromage. Jens Stoltenberg a décidé de baisser d'un point les impôts des entreprises domiciliées en Norvège, une première depuis 1992. Il a annoncé que cette action était le début d'une grande restructuration des taxes des sociétés. Il a également indiqué qu'il souhaitait que le processus de négociation des salaires soit modifié : pour lui, l'industrie des hydrocarbures ne peut pas et ne doit pas fixer la norme des négociations salariales dans le pays.

Avec le slogan *Alle skal med* (Nous allons nous occuper de chacun d'entre vous), le Premier ministre sortant souhaite obtenir un 3e mandat. Il met en avant son expérience. En retard dans les enquêtes d'opinion, le Premier ministre sortant a endossé durant une après-midi le costume de chauffeur de taxi et conduit quelques personnes, ignorant l'identité de leur chauffeur, d'un point à un autre d'Oslo. La vidéo de cette façon insolite de faire campagne a été postée sur Internet le 11 août dernier. L'idée était d'« *entendre ce que les gens pensent vraiment* ». Petit couac : on a appris quelques jours plus tard que les passagers de Jens Stoltenberg avaient en fait été choisis lors d'un *casting* et rémunérés (500 couronnes, environ 63 €). Ils ne savaient pas ce qu'ils allaient vivre mais avaient néanmoins accepté de participer à une vidéo pour les travaillistes. Ces der-

niers se sont défendus en déclarant que le recours à un casting s'était avéré indispensable pour pouvoir représenter la diversité de la population.

Contrairement à ce qu'il avait fait lors des précédentes élections législatives de 2005 et 2009, le Parti socialiste de gauche (SV) dirigé par le ministre de l'Enfance, de l'Égalité et de l'Insertion sociale, Audun Lysbakken, a choisi de ne pas faire campagne commune avec les travaillistes. Le Premier ministre sortant a cependant indiqué qu'il n'y avait pas de problème entre les 2 partis. La stratégie des travaillistes est sans doute de ne pas effrayer les électeurs qui pourraient hésiter.

Le Parti socialiste de gauche souhaite que le fonds souverain mette fin à ses investissements dans des sociétés d'hydrocarbures pour les placer dans des énergies renouvelables. Il a choisi de promouvoir les valeurs norvégiennes pour montrer que celles-ci sont assimilables par tout individu, quelle que soit la couleur de sa peau ou sa religion.

Le Parti du centre dirigé par la ministre des Affaires locales, Liv Signe Navarsete, est favorable à la sortie d'Oslo des accords de Schengen et demande un renforcement des mesures de contrôle des groupes criminels à la frontière norvégienne ainsi qu'une intensification de celles mises en place dans les aéroports. Selon les centristes, un tiers des prisonniers détenus dans le royaume sont des étrangers. La politique autoritaire du parti attire de moins en moins d'électeurs.

Les centristes se battent également pour un plus grand soutien aux régions rurales et une plus grande autonomie locale ; ils sont favorables à un développement de l'aide aux personnes malades et âgées. Cœur traditionnel de l'électorat centriste, de nombreux agriculteurs se sont cependant éloignés du parti lorsque le gouvernement de Jens Stoltenberg a réduit les aides qui leur étaient accordées. Certains ont rejoint les rangs du Parti chrétien-populaire.

#### 4 – OÙ EN EST L'EXTRÊME DROITE POPULISTE ?

Le Parti du progrès est dans une situation paradoxale. Son rapprochement avec le Parti conservateur lui a été néfaste et lui a fait perdre des voix dans les enquêtes d'opinion. Selon les sondages, un quart des anciens

électeurs du parti populiste s'apprêteraient en effet à voter pour le parti d'Erna Solberg le 9 septembre prochain. Néanmoins, le Parti du progrès n'a jamais été aussi proche du pouvoir. En effet, il pourrait bien faire son entrée au gouvernement en cas de victoire des forces de droite aux élections législatives. Sa dirigeante Siv Jensen, qui vise le poste de ministre des Finances, a affirmé que son parti ne soutiendrait pas un gouvernement de droite dont il ne serait pas membre. Pour l'heure, il tente de faire revenir ses électeurs dans son giron avec le slogan « *Renouveler la Norvège* ».

Le Parti du progrès se distingue des autres partis norvégiens en ce qu'il propose de puiser davantage dans le fonds souverain pour « *investir dans les infrastructures du pays plutôt que sur les marchés financiers étrangers* » selon Siv Jensen. Celle-ci veut créer un fonds public indépendant pour les infrastructures et augmenter les dépenses en faveur de la police, des soins aux personnes âgées (ces dernières pourraient bénéficier d'un droit à l'obtention d'une place en maison de retraite) et des écoles. Elle souhaite en revanche réduire l'aide internationale, les aides accordées aux agriculteurs et aux activités culturelles et enfin privatiser la compagnie ferroviaire nationale (NSB) et celle de radiotélévision (NRK).

Le programme du Parti du progrès propose également de baisser les impôts (environ 100 milliards de couronnes, soit 12,68 milliards €) car 57% de ses sympathisants estiment que le niveau d'imposition est trop élevé en Norvège pour 28% en moyenne nationale -, de réduire les taxes à l'importation imposées par le gouvernement, de faire baisser l'immigration et de lutter contre ce que Siv Jensen appelle le *snikislaming* (l'islamisation rampante de la société). « *Jens Stoltenberg parle aisément du modèle norvégien. Le Parti du progrès parle du peuple norvégien* » a souligné Siv Jensen lors du congrès annuel du parti à Gardmoen.

#### 5 – LE SYSTÈME POLITIQUE NORVÉGIEN

Le Parlement norvégien, *Storting*, est monocaméral depuis les élections législatives du 14 septembre 2009 (amendement à la Constitution du 20 février 2007) et comprend 169 membres. Les députés sont élus tous

les 4 ans au scrutin de liste avec répartition proportionnelle des sièges selon la méthode modifiée de Sainte-Lagüe. 150 parlementaires sont désignés au sein de 19 *fylker* (comtés) qui forment autant de circonscriptions élisant chacune entre 5 (Finnmark et Sogn og Fjordane) et 17 représentants (Oslo) selon leur taille et leur nombre d'habitants. Pour rendre la représentation la plus conforme possible au vote populaire, 19 députés (un par circonscription) sont désignés au niveau national et issus des partis politiques sous-représentés dans les circonscriptions. Leurs sièges sont appelés compensatoires. Un parti politique doit recueillir au moins 4% des suffrages exprimés au niveau national pour pouvoir participer à la répartition des sièges compensatoires. Les électeurs norvégiens disposent du droit de modifier l'ordre des candidats sur les listes électorales ; l'ordre des candidats décidé au préalable par le parti demeure néanmoins le plus souvent déterminant.

Pour participer au scrutin législatif dans une circonscription, tout parti politique doit avoir recueilli plus de 500 voix dans celle-ci (ou plus de 5 000 à l'échelon national) et présenter la signature de 2 membres du directoire de l'antenne locale du parti. Les partis ne remplissant pas ces conditions doivent recueillir la signature de 500 électeurs inscrits dans la circonscription. Il est possible pour un candidat de concourir dans plusieurs circonscriptions.

Le roi de Norvège, qui n'est pas considéré comme un citoyen, n'est pas autorisé à voter. La reine et le prince peuvent le faire mais préfèrent généralement s'en abs-

tenir.

Actuellement, 7 partis politiques sont représentés au Storting :

- Le Parti travailliste (DNA), créé en 1887 et dirigé depuis 2002 par le Premier ministre sortant Jens Stoltenberg, compte 61 députés ;
- Le Parti du progrès (FrP), fondé le 8 avril 1973 et dirigé par Siv Jensen depuis 2006, est un parti populiste d'extrême droite. Il possède 41 sièges ;
- Le Parti conservateur (H), créé en 1884, parti d'opposition présidé par l'ancienne ministre des Affaires locales et du Développement régional (2001-2005), Erna Solberg, compte 30 députés ;
- Le Parti socialiste de gauche (SV), fondé en 1975 et membre du gouvernement sortant, dirigé depuis le 11 mars 2012 par le ministre de l'Enfance, de l'Égalité et de l'Insertion sociale, Audun Lysbakken, compte 11 députés ;
- Le Parti du centre (Sp), ancien parti agrarien fondé en 1920, présidé par la ministre des Affaires locales Liv Signe Navarsete, membre de la coalition gouvernementale, possède 11 sièges ;
- Le Parti chrétien-populaire (KrF), fondé en 1933, parti d'opposition dirigé par Knut Arild Hareide possède 10 sièges ;
- Le Parti libéral (V), fondé en 1884, est le plus ancien parti de Norvège. Présidé par Trine Skei Grande, il compte 2 députés.

#### Rappel des résultats des élections législatives du 14 septembre 2009 en Norvège

Participation : 76,40%

Partis politiques	Nombre des voix obtenues	Suffrages recueillis (%)	Nombre de sièges
<b>Parti travailliste (DNA)</b>	949 049	35,4	64
<b>Parti du progrès (FrP)</b>	614 717	22,9	41
<b>Parti conservateur (H)</b>	462 458	17,2	30
<b>Parti socialiste de gauche (SV)</b>	166 361	6,2	11
<b>Parti du centre (Sp)</b>	165 006	6,2	11
<b>Parti chrétien-populaire (KrF)</b>	148 748	5,5	10
<b>Parti libéral (V)</b>	104 144	3,9	2
<b>Autres</b>	85 985	2,7	0

Source : <http://www.regjeringen.no/krd/html/valg2009/bs5.html>

L'enquête d'opinion réalisée par l'institut VG donne une nette avance aux forces de droite. Selon ce sondage, le Parti conservateur recueillerait 31,9% des suffrages, devançant le Parti travailliste qui obtiendrait 27,5% des voix. Le Parti du progrès arriverait en 3e position avec 14,2% des suffrages. Loin derrière, le Parti libéral remporterait 5,6% des voix ; le Parti chrétien-populaire, 5,5% et le Parti du centre 5,3%. Enfin, le Parti socialiste de gauche serait exclu du parlement : il recueillerait 3,3% des suffrages. Ensemble, les forces de droite obtiendraient donc 57,2% des voix (43% sans le Parti du progrès) pour 36,1% pour celles de gauche. Reste à voir si les 4 partis de droite accepteront de s'allier et parviendront à former ensemble un gouvernement. Le Premier ministre sortant Jens Stoltenberg n'hésite pas à exploiter la confusion qui règne parfois dans l'opposition concernant les alliances post-électorales et aime à répéter aux électeurs que les travaillistes alliés aux centristes et aux socialistes sont parfaite-

ment en mesure de gouverner le pays.

Le Parti conservateur a dépassé le Parti travailliste dans les enquêtes d'opinion pour la première fois en mai 2012. Il est le premier parti parmi les jeunes électeurs (âgés de moins de 30 ans) : 31,3% d'entre eux déclarent qu'ils voteront pour le parti d'Erna Solberg tandis que 23% disent qu'ils accorderont leur voix aux travaillistes. Près de la moitié des votants de moins de 30 ans ne se sont pas rendus aux urnes lors du précédent scrutin législatif du 14 septembre 2009.

« *Les Norvégiens sont prêts à renvoyer Jens Stoltenberg parce qu'ils veulent un changement. Ils ne sont pas déçus, ils sont plutôt fatigués du gouvernement actuel* » analyse Johannes Berg, politologue à l'Institut de recherches sociales d'Oslo. « *Il y a un tournant vers la droite depuis environ une dizaine d'années. Les gens ont envie d'essayer quelque chose avec les partis de droite* » ajoute-t-il.

## La droite remporte les élections législatives en Norvège

### Résultats

Les forces de droite ont remporté les élections législatives qui se sont déroulées en Norvège le 9 septembre. Le Parti conservateur (H), présidé par l'ancienne ministre des Affaires locales et du Développement régional (2001-2005), Erna Solberg, a recueilli 26,8% des suffrages et remporté 48 sièges (+ 18 par rapport aux précédentes élections législatives du 14 septembre 2009). Le Parti du progrès (FrP), parti populiste dirigé par Siv Jensen, a obtenu 16,4% des voix et 29 sièges (- 12). Le Parti chrétien-populaire (KrF) de Knut Arild Hareide a recueilli 5,6% des suffrages et remporté 10 sièges (=) ; le Parti libéral (V), présidé par Trine Skei Grande, a remporté 5,5% des voix et 9 sièges (+ 7).

Ensemble, les forces de droite ont donc obtenu 54% des voix et 96 des 169 sièges du Storting, chambre unique du Storting (Parlement).

Le Parti travailliste (DNA), dirigé par le Premier ministre sortant Jens Stoltenberg, peut se réjouir d'avoir conservé sa place de premier parti du pays. Il a recueilli 30,8% des suffrages et obtenu 55 sièges (- 9). Le Parti du centre (Sp), parti membre de la coalition gouvernementale sortant, dirigé par la ministre des Affaires locales Liv Signe Navarsete, a obtenu 5,5% des voix et 10 sièges (- 1) et le Parti socialiste de gauche

(SV), également membre du gouvernement sortant et présidé par le ministre de l'Enfance, de l'Égalité et de l'Insertion sociale, Audun Lysbakken, a recueilli 4,1% des suffrages et 7 sièges (- 4).

Le dernier siège est revenu au Parti vert (MDG) qui a remporté 2,8% des voix.

La participation s'est élevée à 71,4%, soit -5 points par rapport au scrutin législatif du 14 septembre 2009.



Résultats des élections législatives du 9 septembre 2013 en Norvège

Participation : 71,4%

Partis politiques	Nombre des voix obtenues	Pourcentage des suffrages recueillis	Nombre de sièges
Parti travailliste (DNA)	869 279	30,8	55
Parti conservateur (H)	755 567	26,8	48
Parti du progrès (FrP)	460 869	16,4	29
Parti chrétien-populaire (KrF)	157 705	5,6	10
Parti du centre (Sp)	154 588	5,5	10
Parti libéral (V)	146 997	5,2	9
Parti socialiste de gauche (SV)	114 987	4,1	7
Parti vert (MDG)	78 224	2,8	1
Autres	79 621	2,7	0

Source : <http://www.valgresultat.no/bss.html>

La dirigeante du Parti conservateur Erna Solberg a qualifié le résultat des forces de droite de « victoire électorale historique » et s'est engagée à « donner un nouveau gouvernement à la Norvège ». « Les électeurs nous ont donné un mandat pour mettre en œuvre une nouvelle politique : de meilleures écoles, de meilleures routes et une amélioration de la compétitivité pour s'assurer que la Norvège conserve son Etat-providence » a-t-elle déclaré. « C'est un résultat historique. Pour la première fois depuis 24 ans, la Norvège va se doter d'un Premier ministre conservateur » a indiqué Jan Tore Sanner, président du groupe conservateur au Storting.

Erna Solberg a répété durant la campagne électorale qu'elle souhaitait former un gouvernement avec les 4 partis de droite. Elle va donc débiter les négociations avec le Parti du progrès, le Parti chrétien populaire et le Parti libéral. Les deux derniers partis ne semblent cependant pas disposés à accepter une alliance avec le parti du progrès. Trine Skei Grande (V) et Knut Arild Hareide (KrF) ont même mis en garde contre un gouvernement formé par les seuls partis conservateur et du progrès dans le quotidien *Dagsavisen*. Les deux partis ont présenté une liste de 15 mesures qu'ils souhaitent voir appliquer en cas de victoire de la droite et précisé que le Parti du progrès s'oppose à 11 de ces 15 mesures (le refus de l'exploitation des hydrocarbures sur les îles (protégées) de Lofoten, Vesteraalen et Senja, la mise en place de taxes en faveur de l'environnement et une politique d'asile plus humaine, entre

autres).

Erna Solberg pourrait diriger un gouvernement minoritaire avec le seul Parti du progrès, une situation fréquente en Norvège, pays dont le parlement possède la particularité - unique en Europe - de ne pouvoir être dissous. Ce gouvernement pourrait bénéficier du soutien parlementaire des Partis libéral et chrétien-populaire.

Les conservateurs ont promis des baisses d'impôts et la privatisation de certains services publics. Le parti d'Erna Solberg s'oppose à celui de Siv Jensen sur la règle des 4% (*handlingsregelen*) qui interdit au gouvernement en exercice de puiser plus de 4% par an de la valeur du fonds souverain du pays, le plus important au monde (environ 550 milliards €). Les populistes proposent de puiser davantage dans les réserves du pays pour investir dans les infrastructures. Les analystes politiques estiment toutefois que les deux partis de droite devraient réussir à se mettre d'accord sur une interprétation plus souple de la règle des 4%. Le futur gouvernement sera une coalition inédite dans l'histoire de la Norvège.

La probable accession au pouvoir du Parti du progrès est une victoire en trompe l'œil pour les populistes. En effet, le parti a enregistré un net recul par rapport aux élections de septembre 2009 (- 12 sièges), reculant de la 2e à la 3e place et désormais devancé par les conservateurs. Son résultat révèle moins une percée du populisme qu'il ne témoigne de la volonté de changement des Norvégiens. « Le Parti du progrès est devenu plus fréquentable » a souligné Bernt Aardal,

politologue à l'université d'Oslo. « Jusqu'à présent, le Parti du progrès n'a jamais pu gouverner car il était isolé. Personne ne voulait former de coalition avec lui. Mais sa dirigeante Siv Jensen a fait quelques concessions, en insistant moins, par exemple, sur ses positions anti-immigration. Les conservateurs savent que leur leader va devenir Premier ministre. Ils ont plus de poids et sont prêts à travailler avec cette extrême droite modérée » a indiqué Johannes Berg de l'Institut de recherches sociales d'Oslo. « Dans les années 1990, le Parti du progrès avait suscité un tollé en demandant un calcul du coût de l'immigration, estimant que l'Etat-providence en pâtissait. Cela ne choque plus et une commission officielle a été chargée du calcul. Sur ce point-là au moins, le parti l'a emporté » a indiqué Kristin Clemet, responsable du think tank Civita. En effet, au cours de la campagne électorale, toutes les partis politiques ont mis en avant la nécessité de mettre en place une politique d'immigration « plus responsable ».

« Quasiment personne n'est parvenu en Norvège à remporter les élections législatives trois fois de suite. Nous pouvons dire que la tâche était trop difficile » a déclaré le Premier ministre sortant Jens Stoltenberg qui a reconnu sa défaite à l'annonce des résultats. Le Parti travailliste a manifestement été victime de l'usure du pouvoir après 8 années à la tête du pays, un record de longévité en Norvège. « Peu de gens s'en prennent à la politique menée par les travaillistes car l'économie va bien. Mais les Norvégiens ont juste envie de changer » a affirmé Johannes Berg.

« La vague de sympathie dont les travaillistes ont bénéficié après les attentats du 22 juillet 2011 est retombée. Même si les indicateurs économiques sont bons, les électeurs sont las de leurs gouvernants au pouvoir depuis 8 ans. Ils souhaitent de nouveaux visages, une politique un peu différente » a analysé Bernt Aardal. « Les attentats du 22 juillet 2011 per-

pétrés par Anders Behring Breivik ont été quasiment absents de la campagne électorale qui a été essentiellement centrée sur les questions sociales, la santé, l'éducation, la fiscalité et les transports. Les attentats du 22 juillet 2011 s'estompent. Nous vivons avec eux mais nous voulons passer à autre chose. Pour les partis aussi, un retour à la normale était important, pour ne pas donner à Anders Behring Breivik, du fond de sa prison, la satisfaction d'apparaître dans la campagne » a encore déclaré le politologue.

Erna Solberg sera donc la prochaine Premier ministre du royaume de Norvège. En cette année 2013 où Oslo fête le 100e anniversaire du droit de vote des femmes, elle sera la 2e femme du pays à exercer cette fonction après Gro Harlem Brundtland (DNA), surnommée la mère de la nation, Premier ministre de 1981 à 1989 puis de 1990 à 1996.

Agée de 52 ans, Erna Solberg est née à Bergen et est diplômée de science politique et d'économie de l'université de cette ville. Elue au Storting en 1989, elle est devenue en 2001 ministre des Affaires locales et du Développement régional dans le gouvernement dirigé par Kjell Magne Bondevik (2001-2005). Surnommée *Jern-Erna* (Erna de fer), cette admiratrice de la chancelière allemande (« *Angela Merkel est une femme talentueuse, un modèle* » a déclaré Erna Solberg) a, au cours des dernières années, modernisé le parti qu'elle dirige depuis 2004. « *Erna Solberg a transformé le parti conservateur qui avait l'habitude d'avoir un discours très idéologique sur les marchés financiers. Elle a fait du parti formé par l'élite d'Oslo un parti axé sur l'ouest de la Norvège où se situe la grande industrie du pays* » a indiqué l'analyste politique Frithjof Jacobsen.

Erna Solberg a indiqué que l'éducation, l'amélioration de l'accès aux soins de santé et l'investissement dans les infrastructures constitueraient les priorités de son gouvernement.

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site :  
[www.robert-schuman.eu](http://www.robert-schuman.eu)

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.